



CONSEIL D'ETAT

Château cantonal
1014 Lausanne

Monsieur
Rémy Jaquier
Président du Grand Conseil
Place du Château 6
1014 Lausanne

Réf. : MFP/15024820

Lausanne, le 6 février 2019

Pétition "Pour des transports publics plus équitables" (05_PET_057)

Monsieur le Président,

Par la présente, le Conseil d'Etat vous transmet sa position et ses remarques concernant la pétition mentionnée en titre, déposée le 5 juillet 2005 au Grand Conseil et examinée par la commission thématique des pétitions en date du 8 novembre 2005 avec décision de prise en considération partielle à l'unanimité.

Pour mémoire, la pétition évoque un "abandon" des transports publics, de nombreux villages habités à l'année n'étant plus desservis. Le pétitionnaire prend l'exemple de son village, Morcles, situé en-dessus de Lavey-les-Bains et uniquement accessible par une route de montagne, qui s'est vu privé de tout transport public par la cessation des courses postales en 2003. Inquiète quant aux risques d'inégalité de traitement entre citoyens dans l'accès aux transports publics, la pétition demandait que le Grand Conseil légifère sur la question, d'une part pour que tous les habitants soient desservis par un transport public minimum et, d'autre part, pour que l'Etat favorise l'égalité de traitement dans le domaine de la mobilité des citoyens en application de l'article 57 de la Constitution du canton de Vaud.

A noter que dans sa prise de position datée du 30 novembre 2005, la commission n'a pas pris en considération le premier volet (4 voix contre 3) mais est entrée en matière sur le deuxième volet (à l'unanimité).

Ceci étant rappelé, le Conseil d'Etat prend position comme suit et prie de l'excuser du temps pris pour répondre à la présente pétition.

Tout d'abord, il convient de rappeler que la fonction de desserte est régie par l'article 3, alinéa 2 de la loi fédérale du 20 mars 2009 sur le transport des voyageurs (LTV, RS 745.1) qui prévoit que c'est le Conseil fédéral qui détermine à quelles conditions un groupe d'habitations est considéré comme une localité à desservir, en particulier le nombre minimal d'habitants requis. Quant à l'ordonnance fédérale sur le transport des voyageurs du 4 novembre 2009 (OTV, RS 745.11), son article 5 précise que sont considérés comme des localités les espaces construits habités toute l'année et comprenant au moins 100 habitants dans :

- a. les zones à bâtir continues au sens de la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire ;
- b. les habitats dispersés traditionnels ;
- c. les vallées des régions de montagne dont la desserte se fait à partir d'un point commun.

S'agissant du cas spécifique de la commune de Lavey-Morcles, il apparaît ainsi que malgré sa situation topographique excentrée, le village de Morcles, habité à l'année par une petite vingtaine de personnes (voir Feuille des avis officiels du 5 juin 2018), ne remplit pas le standard légal minimal de nombre d'habitants nécessaire pour permettre une desserte en transports publics. De plus, concernant la cessation des courses postales en 2003, il ressort des discussions de commission qu'un transport public régulier était en vigueur jusqu'en 1999/2000 avec 4 paires de courses mais que les 4 allers-retours avaient une fréquentation moyenne par course de 1,5 voyageur, soit 12 voyageurs par jour en moyenne. Or le standard minimal fixé pour un cofinancement du déficit d'exploitation par la Confédération est de 32 voyageurs par jour. Puis, en 2000 et 2001, Morcles est passé à une offre de deux paires de courses mais qui n'a pas trouvé la fréquentation nécessaire. Enfin, un système FlexiCar avait été mis en place en 2002 (2 paires de courses sur demande) avec inscription téléphonique par avance, sans qu'il rencontre le succès escompté, conduisant à la suppression de la desserte de Morcles en 2003.

Quant au service PubliCar, il s'agit d'un service de minibus à la demande avec arrêts "à la carte" qui peut certes constituer une alternative intéressante au trafic de ligne dans les régions faiblement peuplées (moins de 100 habitants au km²), fonctionnant du lundi au dimanche, fêtes générales incluses. Toutefois, depuis décembre 2011, l'Office fédéral des transports a décidé de ne plus subventionner ce type de prestations qui doivent alors être entièrement assumées par les cantons. Si PubliCar proposait encore une dizaine de zones de desserte au moment du dépôt de la pétition, la tendance est à l'abandon progressif de ce système onéreux. En 2018, CarPostal ne déploie désormais cette prestation plus que dans six zones (Grandson, Yverdon, Echallens, Thierrens, Oron et Orbe), et uniquement le week-end. De ce fait, la mise en place d'un tel système de desserte pour la région de Lavey-Morcles n'est plus d'actualité.

Cela étant, le Conseil d'Etat est bien évidemment sensible à la problématique soulevée par la pétition, à savoir l'accès à la mobilité pour la population vivant dans des zones géographiquement reculées ou plus difficiles d'accès.

En effet, depuis plusieurs années maintenant, les autorités cantonales ont mis en place une stratégie cantonale de mobilité visant à assurer une desserte en transports publics la plus large possible pour l'ensemble des régions du canton. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre de l'article 57 de la Constitution, laquelle prévoit que l'Etat mène une politique coordonnée des transports, favorise les transports collectifs et, avec les communes, tient compte des besoins de tous les usagers et des régions excentrées. Soucieux de renforcer encore sa politique en la matière, le Conseil d'Etat a fait de la poursuite d'une politique active en faveur d'une mobilité sûre et de qualité un axe prioritaire du programme de législature 2017-2022 (voir les différentes actions prévues par la mesure 2.8, page 33).

Concrètement, cette stratégie se déploie au travers d'une augmentation tant quantitative que qualitative de l'offre régionale en transports publics, en particulier via le développement croissant de l'offre du Réseau Express Régional (RER) Vaud, en étroite collaboration avec les CFF.

S'agissant de la stratégie prévue pour renforcer la desserte du bassin de population de l'Est vaudois, la deuxième étape de développement du RER Vaud, validée par les autorités en septembre 2014, prévoit ainsi une augmentation de l'offre pour desservir Aigle - deux trains par heure entre Aigle et Lausanne avec les lignes RER3 et le RER4 - à l'horizon de décembre 2020.

Quant à l'amélioration de la desserte des gares de Bex et de Saint-Maurice, à proximité immédiate de Lavey-Morcles, le Canton de Vaud soutient pleinement l'objectif d'atteindre à terme, dans le cadre du projet Léman 2030, deux arrêts par heure d'un train de trafic grandes lignes à Bex (contre une fois par heure actuellement). A noter que la gare de Bex va être mise en conformité pour les personnes à mobilité réduite en 2021. Au demeurant, cet important projet prévoit aussi, sur la ligne Genève-Brigue, que des trains à deux étages puissent circuler en direction du Valais via des adaptations de gabarit ainsi que l'acquisition de nouvelles rames pour augmenter la capacité et le confort des usagers de la ligne et donc des habitant-e-s du Chablais progressivement dès décembre 2019.

Vu ce qui précède, il ressort que des investissements très importants ont été effectués et continuent de l'être en faveur du développement massif de l'offre en transports publics pour la population vaudoise, et ceci sur l'ensemble du territoire et dans toutes les régions du canton, notamment l'Est vaudois.

Quant à la situation spécifique de Lavey-Morcles, l'absence de transports publics pour desservir le village de Morcles paraît néanmoins compensée par l'existence de solutions alternatives mises en place ces dernières années.

D'une part, les résidents de Morcles peuvent, pour l'essentiel, recourir à leur véhicule privé pour leurs déplacements. Parmi la vingtaine de personnes à l'année y résidant, il apparaît aussi que, renseignements pris auprès de la commune, un seul enfant habite à Morcles et semble manifestement disposer d'une solution de transport pour se rendre à son lieu de scolarisation.

D'autre part, s'agissant des personnes âgées et/ou dépendantes, une prestation de transport est disponible auprès du Centre médico-sociale (CMS) de la Gryonne basé à Aigle, desservant les habitant-e-s des communes de Bex, Gryon, Lavey-Morcles et Ollon.

En effet, le CMS dispose d'un bureau de transports pour les personnes à mobilité réduite (TMR), lequel propose à ses clients des courses thérapeutiques (rendez-vous chez le médecin, à l'hôpital) et des déplacements pour la vie quotidienne (coiffeur, poste, banque, magasins) ou pour des activités socio-culturelles (sorties en famille, au cinéma, au théâtre). Pour cette prestation TMR, le CMS collabore avec des bénévoles

de la Croix-Rouge ou des compagnies locales de taxis. Le coût de la prestation est facturé 1.40.- par kilomètre, auquel s'ajoute un montant forfaitaire de 3.- pour la prise en charge. Une partie des coûts est remboursable par la LAMal, le solde pouvant être pris en charge par les PC AVS/AI pour les personnes au bénéfice de ces prestations. En outre, un fonds annuel avec des aides cantonales existe dans le cadre de la politique du maintien à domicile, afin de permettre aux personnes concernées de sortir de chez elles pour les différents types de courses mentionnés ci-dessus.

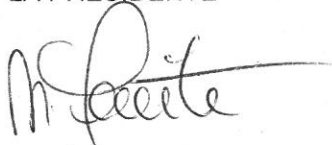
Enfin, contacté à cet effet, le greffe municipal indique n'avoir pas connaissance de réflexions ou de projets en cours au niveau de la commune concernant la problématique spécifique du transport des personnes vivant à Morcles, signe que la situation paraît satisfaisante au niveau local.

Au vu de ce qui précède, en particulier l'existence de solutions alternatives de mobilité pour le cas spécifique du village de Morcles tout comme les efforts des autorités réalisés ou en cours pour garantir une desserte en transports publics à toutes les régions du canton, le Conseil d'Etat ne juge pas nécessaire de créer un droit individuel à un transport public minimum ni de proposer une modification de la législation cantonale. De même, le gouvernement estime que l'article 57 de la Constitution est respecté ; il considère que des efforts adéquats et suffisants sont déployés pour renforcer l'égalité de traitement des citoyens en matière d'accès à la mobilité et au réseau de transports publics.

En vous remerciant de l'attention que vous prêterez à la présente prise de position, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Nuria Gorrite

LE CHANCELIER



Vincent Grandjean

Copies

- M. Pierre-Yves Gruaz, directeur général, DGMR
- M. Jean-Charles Lagniaz, chef de la division Management des transports, DGMR
- M. Serge Fustier, ch. du Marais 5, 1040 Echallens